

# Avant-goût du CRI Les midi-webinaires 2024

Mardi 21 mai 2024 - 11h à midi

## Douleur chronique et usage d'opioïdes prescrits à long terme : Perspectives de patients et de cliniciens

Le trouble concomitant de douleur chronique et d'usage d'opioïdes est sous-diagnostiqué, sous-traité et stigmatisé. En amont du trouble d'usage d'opioïdes (TUO), il existe plusieurs situations pouvant poser des difficultés aux personnes qui souffrent de douleur chronique (DC) et qui utilisent des opioïdes à long-terme. Par exemple, le soulagement de la douleur peut être insuffisant malgré de hautes doses d'opioïdes. De plus, un usage problématique des opioïdes peut s'installer (opioïdes non-prescrits ou mésusage). Une démarche exploratoire a été réalisée afin de mieux comprendre l'expérience et la trajectoire des personnes qui développent des problèmes liés à l'usage d'opioïdes prescrits dans un contexte de DC. Des entrevues et des focus groups ont été réalisés avec des patients présentant de la DC et utilisant des opioïdes prescrits à long terme ainsi qu'avec des professionnels travaillant auprès de cette clientèle. Les entretiens ont été soumis à une analyse thématique. Les récits des patients (n=10) mettent en relief des trajectoires et expériences de services distinctes selon la présence ou de l'absence de troubles d'usage de substances précédant la DC. Les premiers rapportent un sentiment de stigma lié à leurs antécédents d'usage de substances et une perception d'indifférence concernant leur douleur. Les deuxièmes évoquent une longue escalade des doses d'opioïdes menant à une détérioration biopsychosociale liée aux conséquences négatives des opioïdes. Les entrevues avec les professionnels (n=12) mettent en lumière les défis de prévention, d'identification et de traitement des problèmes d'usage d'opioïdes prescrits en contexte de DC. Ils soulignent l'importance de gérer les attentes de patients concernant le traitement de la douleur et d'utiliser une approche globale, interdisciplinaire et multimodale incluant un traitement par agoniste opioïde. Ils déplorent les obstacles financiers liés aux approches non-pharmacologiques.



Léonie Archambault

Chercheuse à l'Institut universitaire sur les dépendances (IUD), Direction de l'enseignement universitaire et de la recherche du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal



Michel Perreault

Chercheur à l'IUD, RISQ et Centre de recherche Douglas et Professeur agrégé, Département de psychiatrie, Université McGill



Dr. Nicolas Demers

Médecin de famille, chef des services médicaux en dépendance et itinérance du Sud-Ouest-Verdun, CIUSSS Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal

Webinaire présenté dans le cadre du Séminaire Annuel Convergence Recherche et Intervention - CRI 2024

Inscription gratuite, mais obligatoire : <https://bit.ly/minscrireCRI2024>

# Avant-goûts du CRI Les midi-webinaires 2024

Jeudi 23 mai 2024 - 11h à midi

## La décriminalisation de la possession de substances psychoactives du point de vue des personnes impliquées dans le chemsex

Toutes les personnes utilisatrices de substances, dont celles qui pratiquent le chemsex, sont affectées par les politiques en matière de drogues. Celles-ci stigmatisent, criminalisent et punissent les utilisateurs.trices de substances. L'intersection entre la consommation de drogues, les lois coercitives sur leur possession et une vision répressive de la sexualité entraîne une double stigmatisation pour les personnes qui pratiquent le chemsex. Cette présentation vise à décrire et comprendre la perception des personnes pratiquant le chemsex et celle des professionnels travaillant avec elles sur la décriminalisation de la possession de substances. La mise en oeuvre potentielle de cette politique et ses implications pour les personnes pratiquant le chemsex seront également discutées. Des entretiens semi-structurés, d'environ 90 minutes, ont été menés avec 22 gestionnaires et intervenant.es travaillant avec des personnes pratiquant le chemsex, ainsi qu'avec 64 personnes de la diversité sexuelle et de genre (DSG) ayant cette pratique. Une analyse thématique a été réalisée. Les conséquences de la criminalisation de la possession de substances ont été identifiées, par les personnes de la DSG et par les professionnels travaillant avec elles, comme l'un des facteurs nuisant à leur santé. Certain.es participant.es ont suggéré la décriminalisation de la consommation de substances comme une stratégie de réduction des méfaits qui réduirait la stigmatisation et augmenterait potentiellement l'accès aux services. On sait peu de choses sur la manière dont la décriminalisation de la possession de substances pourrait bénéficier les personnes pratiquant le chemsex parce qu'elles utilisent rarement les services de réduction des méfaits et les autres services destinés aux utilisateurs.trices de substances. Le soutien aux organisations militantes faciliterait le partage des bonnes pratiques de réduction des méfaits basées sur les expériences des utilisateurs.trices de substances.



Jorge Flores-Aranda

Professeur à l'école de travail social de l'UQAM



Gui Tardif

Étudiant.e au doctorat en travail social, UQAM

Webinaire présenté dans le cadre du Séminaire Annuel Convergence Recherche et Intervention - CRI 2024

Inscription gratuite, mais obligatoire : <https://bit.ly/minscrireCRI2024>

# Avant-goûts du CRI

## Les midi-webinaires 2024

Mardi 28 mai 2024 - 11h à midi

### Abandon des traitements dans les centres de réadaptation du Québec (CRD) : prédicteurs, profils des patients et résultats négatifs

L'étude a examiné l'utilisation des services et les caractéristiques des usagers ayant des troubles liés aux substances (TLS) associés à l'abandon des traitements et à des résultats néfastes. Les profils d'usagers ayant des TLS selon l'abandon des traitements ont été également étudiés. Les bases de données médico-administratives du Québec ont été exploitées pour 16 179 usagers ayant des TLS utilisant les centres de réadaptation en dépendance (CRD). Des régressions logistiques, de survie et des classes latentes ont été réalisées. Sur les 55 % ayant abandonné leurs traitements en CRD sur une période de trois ans, 17 % étaient des usagers fréquents des urgences, et 1 % sont décédés. Les usagers les plus défavorisés, polytoxicomanes, ayant des troubles de personnalité, et ayant déjà abandonné leurs traitements avaient plus de risque d'abandonner leurs traitements actuels. Les usagers plus âgés, ayant été sans domicile fixe, ayant déjà suivi des traitements en CRD et reçu plus de soins ambulatoires autres qu'en CRD avaient moins de risque d'abandonner leurs traitements. Les usagers ayant abandonné leurs traitements étaient plus à risque d'une utilisation fréquente des urgences et de décéder. Les 4 profils d'usagers étaient : Profil 1 à€ non abandon des traitements et faible utilisation des services ; Profil 2 à€ non abandon des traitements et utilisation élevée des services ; Profil 3 à€ abandon des traitements et faible utilisation des services ; Profil 4 à€ abandon des traitements, utilisation fréquente des services. Les usagers du profil 1 avaient les meilleures conditions sociales et de santé, ceux du Profil 4 les pires. Les résultats négatifs étaient les plus élevés dans le Profil 4, suivi des Profils 3, 2 et 1. Le suivi intensif pourrait être recommandé pour le Profil 4, et le soutien d'intensité variable pour le Profil 3. Des soins de collaboration pour le Profil 2 et des interventions motivationnelles pour le Profil 1 pourraient être encouragés.



Marie-Josée Fleury

Professeure titulaire  
Département de psychiatrie,  
Université McGill

Webinaire présenté dans le cadre du Séminaire Annuel Convergence Recherche et Intervention - CRI 2024

Inscription gratuite, mais obligatoire : <https://bit.ly/minscrireCRI2024>

# Avant-goûts du CRI

## Les midi-webinaires 2024

Jeudi 30 mai 2024 - 11h à midi

### Consommation de substances psychoactives chez les populations douées intellectuellement : résultats d'une revue de la portée et perspectives cliniques

Représentant entre 2,5 et 5 % de la population générale, les personnes douées intellectuellement présentent typiquement de grandes capacités métacognitives ainsi que des niveaux de créativité et d'engagement hors du commun (Renzulli et Reis, 2018). Certaines personnes douées présentent une condition combinée (ex : difficultés d'apprentissage, autisme, problèmes de santé mentale) et sont alors identifiées comme étant doublement exceptionnelles (2e). Une hyperréactivité du système nerveux central, pouvant se manifester par des hypersensibilités sensorielles ou des hyperexcitabilités, est souvent observée chez les personnes douées ou 2e (Karpinski et al., 2018). Si nous savons que des aptitudes cognitives faibles peuvent constituer un important facteur de risque pour le développement d'un trouble de l'usage de substances (TUS) (Castellanos-Ryan et Conrod, 2020), les liens possibles entre la douance intellectuelle et la consommation de SPA demeurent méconnus. En ce sens, une revue de la portée a été menée en avril 2022 en fonction des lignes directrices du PRISMA 2020 (Page et al., 2021). Les 2 questions de recherche sont les suivantes : Quel est l'état des connaissances au regard des liens entre la douance intellectuelle et la consommation de SPA? Dans quelle mesure la 2e est-elle prise en compte dans ces études? Sur 4603 études examinées, 25 ont été retenues. Bien que les résultats ne permettent pas de statuer si la consommation de SPA diffère chez les personnes douées par rapport à la population générale, le développement d'un TUS apparaît possiblement moins fréquent et plus tardif chez les personnes aux aptitudes cognitives plus élevées. D'importantes limites entourant la conceptualisation et l'évaluation de la douance et de la consommation de SPA seront toutefois soulignées. Dans une perspective critique et neuroaffirmative, des pistes de réflexion entourant l'évaluation et l'intervention en dépendance auprès des doués.es et 2e seront proposées (Chapman, 2021).



Julie-Christine  
Cotton

Professeure agrégée, Faculté de médecine et des sciences de la santé, Université de Sherbrooke

Webinaire présenté dans le cadre du Séminaire Annuel Convergence Recherche et Intervention - CRI 2024

Inscription gratuite, mais obligatoire : <https://bit.ly/minscrireCRI2024>

# Avant-goûts du CRI Les midi-webinaires 2024

Mardi 4 juin 2024 - 11h à midi

## Rétablissement de la dépendance et désistement du crime chez des femmes judiciairisées

La consommation de drogues et la délinquance sont souvent interdépendantes dans les trajectoires des personnes judiciairisées (Brochu et al., 2018). Plusieurs de ces personnes ont également recours aux services en dépendance à une ou plusieurs reprises au cours de leur parcours. Comment les services en dépendance peuvent-ils contribuer au désistement du crime chez les femmes judiciairisées ? Comment les intervenants en dépendance travaillent-ils avec elles le désistement assisté ? Les femmes judiciairisées présentent-elles des caractéristiques particulières ? Les résultats de notre étude sur le désistement et la (ré)intégration sociocommunautaire du point de vue des personnes judiciairisées de 16 à 35 ans apportent un certain éclairage sur ces questions. Une entrevue qualitative semi-dirigée a été réalisée en 2019-2020 auprès de 140 participants provenant de trois régions du Québec. Ils avaient tous été en contact avec le système judiciaire ou correctionnel au cours des deux années précédentes, à la suite d'une infraction qu'ils avaient commise. Une analyse thématique a été réalisée à partir du sous-échantillon féminin (n = 30) et portait sur leurs expériences avec les services en dépendance. Les résultats montrent qu'en plus de soutenir le rétablissement de la dépendance, les intervenants en dépendance agissent souvent comme des agents de désistement du crime. Parmi les bénéfices des services en dépendance rapportés par les femmes dans leur parcours, on retrouve la satisfaction de leurs besoins d'être valorisées et d'aider les autres. Ces résultats peuvent offrir des pistes d'intervention et de mobilisation professionnelle tant pour les intervenants en dépendance que pour ceux des secteurs judiciaire et correctionnel.



**Natacha Brunelle, Ph.D.**

Professeure titulaire, Département de psychoéducation et de travail social, UQTR  
Directrice scientifique de (RÉ)SO 16-35 & chercheuse au RISQ, au CICC-UQTR et l'IUD



**Nadia L'Espérance, Ph.D.**

Chercheuse en établissement CIUSSS-MCQ, chercheuse au RISQ et à l'IUD & professeure associée au département de psychoéducation et de travail social à l'UQTR

Webinaire présenté dans le cadre du Séminaire Annuel Convergence Recherche et Intervention - CRI 2024

Inscription gratuite, mais obligatoire : <https://bit.ly/minscrireCRI2024>